

Pour produire ces 15,000,000 de livres de beurre au Canada, en comptant 200 livres de beurre par vache et par année, il faudrait 75,000 vaches; à 10 vaches par ferme, il faudrait donc 7,500 fermes qui donneraient de l'ouvrage à autant de cultivateurs et à leurs familles.

En présence de ces chiffres, monsieur l'Orateur, je me demande pourquoi le Gouvernement dépense des centaines de milliers de dollars pour annoncer dans le monde entier le fait que nous avons un merveilleux pays agricole. Dès maintenant, il pourrait établir 7,500 familles de cultivateurs sur des terres, en prenant les mesures nécessaires à la sauvegarde de notre industrie laitière. Mais on persiste dans la vieille habitude d'amener au pays des immigrants qui s'empressent d'émigrer aux Etats-Unis.

L'honorable député de Hants-King (M. Isley), dans son discours sur l'exposé budgétaire, a sermonné les membres de notre groupe au sujet du gouvernement actuel de la Nouvelle-Ecosse, et il a rappelé le mot d'ordre adopté par le parti conservateur en 1925: "Ramenez au pays nos concitoyens". Il est vrai que, jusqu'à présent, peu d'entre eux sont revenus; mais j'assure mon honorable ami qu'on fait de sérieux efforts pour les ramener et pour améliorer l'état de la province de telle sorte qu'il n'en partira plus pour les Etats-Unis. Il ne peut en dire autant des prédécesseurs du gouvernement Rhodes. Aujourd'hui, il existe en Nouvelle-Ecosse un département des ressources naturelles très bien administré. On fait tout ce qu'il est possible pour retenir les cultivateurs sur la terre. La semaine dernière, le premier ministre Rhodes a annoncé à la législature qu'on a pris des mesures en vue de l'établissement d'une vaste usine de pâte et de papier, dans la Nouvelle-Ecosse. Mon honorable ami aimerait à dire qu'une promesse semblable avait été faite en 1925. En effet, elle a été faite par un homme qui a été élu pour appuyer le ministère Rhodes. Il s'était engagé à démissionner avant un an, si sa promesse n'était pas remplie. Il a tenu sa parole. Il serait préférable, dans l'intérêt général du pays, que tous les députés remplissent aussi bien leurs engagements. Le premier ministre Rhodes a donné l'assurance que l'usine sera établie, que les plans sont prêts et que les travaux commenceront immédiatement, employant mille ouvriers de la province. Comparez à cela tout ce qu'ont fait les prédécesseurs du gouvernement provincial actuel. L'usine fabriquera de 250 à 400 tonnes de pâte et de papier par jour. Cela permettra la création d'une industrie importante dans la province.

Puis-je obtenir l'appui de mon honorable ami et des autres honorables députés de la

Nouvelle-Ecosse qui siègent à la droite en faveur du maintien de nos industries? J'ai déjà parlé de l'usine de Dartmouth. Mon honorable ami s'est déjà prononcé en faveur du Gouvernement, mais je lui demande de nouveau d'unir ses efforts à ceux de l'honorable ministre de la Défense nationale et de l'honorable représentant d'Antigonish-Guysborough (M. Duff) en vue de protéger cette industrie et les autres de la Nouvelle-Ecosse. Que lui-même et ses collègues adoptent la devise britannique: Ce que nous avons, nous le gardons. Je ne cherche pas d'avantages politiques. Je fais cet appel, parce que je crois que tel est mon devoir envers mes concitoyens de la Nouvelle-Ecosse et, en particulier, envers les cinq cents Canadiens, dont la plupart sont nés et ont été élevés dans la province, qui, si l'usine en question cesse ses opérations, devront aller rejoindre leurs frères déjà établis aux Etats-Unis, pour y gagner leur vie. De nouveau, je demande aux députés ministériels de la Nouvelle-Ecosse de faire tout en leur pouvoir pour empêcher cette industrie et les autres de notre province de fermer leurs portes et pour protéger ainsi les intérêts de nos gens.

M. J. J. E. GUERIN (Sainte-Anne): Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre la parole ce soir, mais l'éloquence de mon compatriote (M. Quinn), à propos d'une question qui a acquis une telle importance dans la présente discussion ne m'a pas laissé le choix. Je partage sa sympathie pour la famille en question, mais il n'a pas compris, me semble-t-il, les objections qui s'opposaient à l'entrée de l'enfant McConachie. Si je ne me trompe, cette enfant est une crétine, c'est-à-dire née sans glande thyroïde. Cette glande détermine le développement, mental aussi bien que physique, de l'enfant. Par conséquent, l'enfant était née idiote et rien ne pouvait changer cet état; née idiote, elle doit toujours le demeurer. Le diagnostic de cette maladie n'est pas difficile, car elle a des caractéristiques bien marquées. Tout d'abord, la tête prend des proportions inusitées à cause d'un front protubérant; la bouche s'affaisse, la langue sort, les yeux brillent dans le vide, la salive coule sans cesse sur les joues et, dans quelque endroit que se trouve l'enfant, il n'a pas du tout conscience de ce qui l'entoure. Pour ce qui est de l'intelligence, le sujet est pour ainsi dire mort-né. J'éprouve une profonde sympathie pour les parents, mais, en mêmes temps, *dura lex sed lex*. On ne peut changer la loi et si elle n'autorise aucune latitude, je ne crois pas qu'on ait jamais eu l'intention d'admettre des idiots. Par conséquent, il n'y a rien à faire.

M. QUINN: Mon honorable ami est médecin. J'ai vu l'enfant moi-même et on m'a